

Si l'on tient cette conférence sur la coopération humanitaire, le Canada ne devrait y participer que si l'on y maintient la tradition d'ouverture dont ont témoigné les spécialistes des droits de la personne réunis à Ottawa en 1985. Une disposition doit donc prévoir que les organismes non gouvernementaux peuvent entrer en contact avec les délégations et les ressortissants du pays hôte, et que les médias doivent couvrir le plus largement possible la conférence et les événements qui l'entourent.

RECOMMANDATION

Le Comité recommande au gouvernement du Canada de ne souscrire à la proposition de l'Union soviétique de tenir à Moscou une conférence sur la coopération humanitaire que si:

1. les membres emprisonnés des groupes de surveillance d'Helsinki sont libérés et que ces groupes sont pleinement légalisés et autorisés à agir sans immixtion des autorités;
2. l'annonce de la tenue de cette conférence fait partie d'un document de conclusion jugé acceptable par tous les participants à la réunion de suivi de Vienne; et que si
3. la conférence se déroule selon la tradition d'ouverture dont ont témoigné les spécialistes des droits de la personne réunis à Ottawa en 1985.

CONCLUSION

La question des droits de la personne est à l'ordre du jour des tribunes internationales depuis nombre d'années. La protection effective des droits des individus et de ceux des minorités est un des aspects importants de la paix et de la justice, qui doivent exister pour que les pays établissent des relations d'amitié et de coopération. En signant de nombreux documents internationaux traitant des droits de la personne, les pays qui sont derrière le rideau de fer se sont engagés à encourager, à respecter et à protéger les droits des individus et ceux des minorités. Or, ils n'ont pas respecté leurs engagements.

Le Comité estime que le gouvernement du Canada a, au fil des ans, joué un rôle efficace en débattant de la situation des droits de la personne dans les pays qui se trouvent au-delà du rideau de fer au cours des réunions de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ainsi